



Aux membres des

- Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)
- Commissions de l'économie et des redevances (CER)

Berne, le 24 avril 2020

Pandémie de coronavirus: l'avenir a commencé

Madame la Présidente, Messieurs les Présidents, chers membres des CSSS et des CER,

Coûts et économies: ces deux termes ont marqué le débat politique sur la santé ces dernières années, souvent selon le principe «économiser, coûte que coûte!».

Notre association soutient sans réserve les mesures de la Confédération pour lutter contre le coronavirus. Nos membres, les jeunes médecins, le font aussi quotidiennement de toutes leurs forces, et parfois même au-delà. Car pour surmonter la crise, tout le monde doit faire preuve de solidarité. Nous considérons que la sécurité et la santé de la population étaient et restent primordiales. Après des semaines difficiles, l'espoir renaît progressivement. Cela soulève de plus en plus de questions sur l'avenir. Quelles doivent être les conséquences de cette pandémie? Quelles leçons en tirer? Pour notre part, nous considérons que ce sont les suivantes:

1. Le service public a un coût, mais les économies aussi.

La crise nous montre à tous à quel point un système de santé qui fonctionne est important pour la société et l'économie. Cette importance dépasse les francs et les centimes et ne peut pas être calculée par le biais de simulations. Un bon approvisionnement en soins ne peut pas non plus être planifié et optimisé comme la fabrication d'un bien de consommation. Il doit donc être considéré comme un service public qui peut avoir un coût. Car en cas de besoin soudain, il n'est pas possible d'établir des prestations d'intérêt général et réserves à court terme. Une pénurie de ressources en personnel et matériel médical se paie finalement au prix fort. **Nous exigeons donc: La pression en vue d'économiser et la vision principalement axée sur la rentabilité doivent cesser! Des effectifs en personnel suffisants et une infrastructure adéquate sont indispensables pour garantir la qualité des soins et la sécurité des patients.**

2. La loi sur le travail n'est pas une recommandation, mais une obligation.

Nous le disons depuis longtemps et notre récente enquête auprès des membres, que nous publierons les 10 et 11 mai, le prouve une fois de plus: en temps normal, la loi sur le travail est fréquemment violée dans de nombreux hôpitaux. Il est clair que dans la situation actuelle, il faut souvent faire preuve de plus de flexibilité et d'engagement. Mais il est tout aussi clair que ni le coronavirus ni d'autres motifs ne doivent

servir de prétexte pour contrevenir aux dispositions en vigueur concernant le temps de travail et de repos. Si le personnel médical atteint ses limites, tant sur le plan personnel que de la santé, cela entraîne un risque pour la sécurité des patients. **Nous exigeons donc: La loi sur le travail doit enfin être systématiquement respectée. Pour cela, il faut mettre en place des contrôles et sanctions plus sévères en cas de violations.**

3. **La formation médicale pré- et postgraduée est indispensable, aussi en temps de crise.**

Nos membres nous rapportent que leur formation pré- et postgraduée joue souvent un rôle secondaire dans les hôpitaux. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'elle a été la première à être impactée dans la situation actuelle. Sans formation pré- et postgraduée en temps de crise, l'attractivité de la profession de médecin pour les jeunes Suissesses et Suisses continue de baisser, ce qui accroît la dépendance vis-à-vis de la main-d'œuvre spécialisée étrangère. Le poids de la formation pré- et postgraduée doit être renforcé en vue de garantir la qualité et la sécurité des soins à l'avenir, avec ou sans pandémie. **Nous exigeons donc: La qualité et l'exécution de la formation postgraduée doivent être assurées indépendamment des situations extraordinaires ou contraintes budgétaires. Il faut des concepts novateurs.**

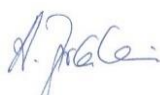
4. **Des déroulements simples et efficaces, plutôt qu'une augmentation de la bureaucratie.**

Aux points 1 et 3, nous avons en principe abordé un seul et même sujet: la qualité des soins. Mais celle-ci comporte encore d'autres éléments. En effet, les quatre dernières semaines ont montré de manière exemplaire à quel point il est important que les hôpitaux organisent bien leurs processus. Et on a vu que si les circonstances l'exigent, il est possible de s'adapter rapidement. L'objectif doit être d'assurer un travail simple et efficace accordant systématiquement la priorité à une prise en charge adéquate des patients, si possible avec une charge administrative moins grande qu'aujourd'hui. **Nous exigeons donc: Des efforts accrus et coordonnés sont maintenant nécessaires pour encourager la réduction de la bureaucratie inutile dans l'intérêt de la prise en charge des patients.**

Nous avons été consternés que le Conseil fédéral ait dû partiellement suspendre les prescriptions de la loi sur le travail en matière de temps de travail et de repos au mois de mars, parce que l'approvisionnement ne pouvait plus être assuré autrement dans certaines cliniques en raison de la pénurie de personnel de la santé. Le fait que les violations, qui, comme nous l'avons mentionné, font partie du quotidien de nos membres même sans crise, aient été officiellement légalisées, envoie un mauvais signal. Nous vous appelons donc à tenir compte de nos exigences lors de vos prochaines discussions ainsi que dans vos questions et initiatives à l'intention du Conseil fédéral. Pas pour nous, mais pour toute la société et notre pays.

Veillez agréer, Madame la Présidente, Messieurs les Présidents, chers membres des CSSS et des CER, nos meilleures salutations.

Association suisse des médecins-assistant(e)s et chef(fe)s de clinique



Dre Anja Zyska
Présidente



Dre Patrizia Kündig
Vice-présidente



Angelo Barrile
Vice-président